

Rapport Financier

2019

2019 : une année de consolidation



PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration.

Au cours de l'exercice 2019, Edify a poursuivi sa croissance et réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 584 M€, en hausse de 6 %. L'excédent brut d'exploitation ressort à un niveau équivalent à celui de l'exercice précédent, alors même que nos entreprises ont accru leurs efforts de développement et de mise au point de nouveaux produits, notamment chez Pellenc.

Notre équipe d'investissement a été très active, traitant un « deal flow » important tant au niveau d'Edify qu'à celui de nos participations. En particulier, elle a aidé Thermo-Technologies à mener à bien les négociations visant à l'acquisition de la société américaine Fisk Alloy, spécialiste des fils en alliage cuivreux intervenant dans la fabrication des connecteurs et conducteurs spéciaux. Nous avons

annoncé le 25 février la conclusion d'un accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital de Fisk Alloy Inc. C'était trois semaines avant le début du confinement et la dégradation brutale du secteur aéronautique, grand consommateur de fils conducteurs de haute performance en Europe et aux États-Unis. Devant cette situation nouvelle, dont nul ne pouvait prédire la durée ni les conséquences, les parties ont décidé d'un commun accord de ne pas donner suite à leur projet.

À l'heure où ces lignes sont écrites – fin mai 2020 – le « déconfinement » a prudemment commencé. Sauf résurgence de l'épidémie, la situation sanitaire devrait s'améliorer progressivement. En revanche, nous estimons que les conséquences de cette crise seront importantes et produiront longtemps leurs effets. Par exemple, il est surprenant de voir comment les entreprises privées ont adopté rapidement le télétravail. De même, l'e-commerce a accéléré fortement son développement. Nos habitudes en seront durablement modifiées.

Et toute crise porte en elle des opportunités. Qu'il s'agisse de l'accélération de tendances sous-jacentes ou de l'émergence de besoins nouveaux. À nous Edify et à nos entreprises d'identifier ces opportunités et de les mettre en œuvre avec agilité et ambition.

Après deux mois et demi de cette ère nouvelle, je remercie l'équipe d'Edify, ainsi que nos chefs d'entreprise et leurs équipes d'avoir géré la crise dans le strict respect des exigences sanitaires, mis en œuvre toutes les mesures propres à sécuriser les trésoreries et les financements, assuré aussi rapidement que possible le redémarrage de nos activités et de préparer d'ores et déjà les orientations nouvelles que cette situation exceptionnelle imposera ou rendra possibles.

Nous traversons une époque inédite. À nous d'en tirer toutes les possibilités.

EDIFY – INVESTMENT PARTNER

Edify est une société holding industrielle qui investit dans des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée.

Sommaire

04

RELATION ACTIONNAIRES

05

ORGANISATION

06

PANORAMA DES COMPTES

08

**RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 JUIN 2020**

09 – Fait marquant de l'exercice

09 – Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

11 – Présentation des comptes

11 – Événements post-clôture

12 – Informations sur les activités en matière
de recherche et de développement

12 – Informations sur les risques

13 – Informations sur les acquisitions d'actions propres

13 – Existence de succursale

13 – Développement futur probable

13 – Affectation du résultat

14

DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

15 – Compte de résultat consolidé

16 – Bilan consolidé actif

17 – Bilan consolidé passif

18 – Tableau des flux de trésorerie

19 – Général

19 – Fait marquant de l'exercice

19 – Événements post-clôture

19 – Annexes aux documents comptables consolidés

41

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

42 – Rapport sur l'audit des états financiers consolidés



Relation actionnaires

CAPITAL

Le capital de la société Edify S.A. (ci-après « Edify ») au 31 décembre 2019 s'élève à 4 860 000 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Dans le cadre des autorisations qui lui sont accordées, la société détient 1 772 actions Edify au 31 décembre 2019. Ces actions propres sont détenues par la société afin d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2019, la société a émis 498 083 parts bénéficiaires, représentant un total de 5 253 634,56 €.

La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

COTATION

Edify est une société anonyme cotée sur le marché organisé Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014 pour une valeur d'introduction de 50€.

Le cours moyen de l'action de l'année 2019 est de 51,74 € et le cours de clôture s'élève à 52€.

CONTRAT

Edify a conclu, le 11 décembre 2014, un contrat d'apporteur de liquidité avec Kepler Capital Markets.

CALENDRIER FINANCIER 2020

26 mars	Publication des résultats de l'année 2019
28 avril	Publication du chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2020
17 juin	Assemblée Générale
24 septembre	Publication des résultats du 1 ^{er} semestre 2020
30 novembre	Publication du chiffre d'affaires du 3 ^e trimestre 2020

Organisation

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Vice-Président

WILFRID LE NAOUR

Membres du Conseil d'Administration

VICTOR DESPATURE

RUDOLF D. GRAF

FRÉDÉRIC GENET

AGNÈS LARUELLE

COMITÉ D'AUDIT

Président

VICTOR DESPATURE

Membre

AGNÈS LARUELLE

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président

PAUL GEORGES DESPATURE

Membres

FRÉDÉRIC GENET

WILFRID LE NAOUR

COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Président

WILFRID LE NAOUR

Membres

JEAN GUILLAUME DESPATURE

ANTHONY STAHL

RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

ERNST & YOUNG S.A.



De gauche à droite:

WILFRID LE NAOUR,
Vice-Président du Conseil d'Administration d'Edify et précédemment Directeur Général de Somfy.

FRÉDÉRIC GENET,
Ancien Administrateur Délégué de Société Générale Bank & Trust Luxembourg.

AGNÈS LARUELLE,
Membre du Comité Exécutif de MDO Management Company à Luxembourg.

PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration d'Edify, Précédemment Président du Directoire de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

VICTOR DESPATURE,
Membre du Conseil de Surveillance de Somfy et Président du Groupe MCSA.

RUDOLF D. GRAF,
Ancien Président du Conseil d'Administration de AFG Arbonia.

CONTACTS

Edify

VALÉRIE MARQUES

Directeur Financier

Téléphone : +41 22 710 05 01

E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Edify

INGRID MOTCH

Secrétaire Général

Téléphone : +352 24 83 16 20

E-mail : imotch@edify-investmentpartner.com



Panorama des comptes



Panorama des comptes

Données en millions d'euros	Exercice 2019	Exercice 2018
Actif Net Réévalué au 31 décembre	438,7	466,9
Chiffre d'affaires consolidé	583,6	549,6
EBITDA consolidé	60,0	61,9
Résultat Opérationnel Courant consolidé	35,8	38,3
Résultat opérationnel consolidé	24,1	31,2
Résultat net consolidé	12,1	17,9
Capacité d'autofinancement consolidée	44,2	49,9
Endettement Financier Net consolidé au 31 décembre*	89,6	86,5
Trésorerie Edify S.A. au 31 décembre	37,7	39,7
Endettement Financier Net Edify S.A. au 31 décembre	13,5	8,2
Trésorerie mobilisable Edify S.A. au 31 décembre	180,0	180,0

* Endettement Financier Net incluant les compléments de prix et différés de paiement.



Rapport de gestion des administrateurs

FAIT MARQUANT DE L'EXERCICE	09
ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY	09
Méthodologie	
Valorisation du portefeuille d'Edify	
PRÉSENTATION DES COMPTES	11
Période comptable	
Données sociales	
Données consolidées	
ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE	11
INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT	12
INFORMATIONS SUR LES RISQUES	12
Risques relatifs à l'activité d'Edify:	
l'investissement en capital dans les sociétés non cotées	
Risques propres aux principales participations contrôlées	
INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D' ACTIONS PROPRES	13
EXISTENCE DE SUCCURSALE	13
DÉVELOPPEMENT FUTUR PROBABLE	13
AFFECTATION DU RÉSULTAT	13

Rapport de gestion des administrateurs

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 JUIN 2020

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis afin de vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2019.

Edify est une holding industrielle cotée sur le marché Euro-MTF de la bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour les couvertures de piscines, les agitateurs de tanks à lait et les équipements d'aqua fitness), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermo-Technologies** (fils de haute technicité et revêtement des surfaces de métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier Group** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis) et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

Fait marquant de l'exercice

CESSION D'UNE PARTICIPATION MINORITAIRE

Le processus de cession de Cotherm Evolution SAS (détenue à 10 % par Edify) lancé en 2018 s'est finalisé le 12 janvier 2019. L'acteur industriel Atlantic s'est en effet porté acquéreur pour la totalité des titres.

Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué d'Edify est la somme :

- des disponibilités de la holding Edify desquelles viennent se soustraire ses engagements financiers,
- des actifs financiers détenus par Edify réévalués à leur juste valeur suivant les méthodes définies ci-dessous :

1. CRÉANCES OBLIGATAIRES

Les actifs financiers définis comme des créances obligataires sont évalués pour leur valeur nominale incluant les intérêts capitalisés.

2. TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable est retenue sauf si une valorisation fiable et récente est disponible.



3. TITRES DE PARTICIPATION CONSOLIDÉS

Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

Titres de sociétés non cotées

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

• La méthode des multiples de comparables boursiers

Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (i) de la capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation, (ii) de la dette nette issue des derniers états financiers publiés et (iii) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résultat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) estimées à la date d'évaluation par les analystes, pour l'année en cours et les deux années suivantes issues des consensus d'analystes les plus récents à la date d'analyse. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite de la société évaluée par rapport aux sociétés de l'échantillon. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

• La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)

Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des caractéristiques de la société et des comparables (secteur, taille, exposition pays), similaire à l'échantillon retenu pour les multiples et ajusté au cas par cas lorsque ces sociétés comparables sont considérées comme non représentatives. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

• La méthode des multiples de transactions

Les multiples de transactions peuvent être utilisés lorsqu'une transaction concerne une société dont le profil et l'activité sont similaires à ceux de la participation valorisée.

Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en s'assurant de la cohérence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

La valeur d'entreprise est calculée à partir de la méthode DCF pour les participations dont l'activité est centrée sur des activités de niche spécifique ne permettant pas d'établir une liste pertinente de sociétés comparables cotées ou lorsque les participations se trouvent en retournement.

Cette analyse multicritère permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque, par Edify, de ses participations et de l'approche d'investissement à moyen terme d'Edify.

La valeur d'entreprise ainsi calculée est minorée ou majorée des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et de l'endettement financier net, ce qui donne la valeur réévaluée de la participation à 100 %. Les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus. La valeur de la participation dans l'Actif Net Réévalué est obtenue en appliquant le pourcentage de détention d'Edify à la date de l'évaluation. Une décote de minorité peut être appliquée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou dans le cas de contrôle réduit.

Lorsque une cession est envisagée, le choix de la méthode de valorisation par les multiples de transactions peut être retenu lorsqu'une information de qualité avec un détail suffisant sur la transaction est disponible. Le cas échéant, le multiple retenu pour valoriser la participation est une moyenne de la valeur d'entreprise calculée à partir du multiple issu des comparables boursiers, des DCF et du multiple de transaction.

Titres de sociétés cotées

Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

Les nouveaux investissements

Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition, sauf si les conditions de marché ou tout autres événements intrinsèques à la société évaluée, sont de nature à modifier significativement sa valeur à la date de la première évaluation. Après leur acquisition, les filiales établissent des comptes consolidés annuels, certifiés par les auditeurs externes, et actualisent leurs plans d'activité et leurs prévisions de résultat pour l'exercice suivant la date de leur acquisition.



La méthodologie présentée ci-dessus est conforme aux « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué¹ (« ANR ») d'Edify s'est élevé à 438,7 M€ à fin décembre 2019 et à 90,27 € par action, avant la prise en compte de la décote de holding, en diminution de 6,0 % par rapport à 2018 compte tenu des perspectives de marché plus tendues.

Présentation des comptes

PÉRIODE COMPTABLE

L'exercice social est de 12 mois calendaires.

DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2019, la perte d'exploitation d'Edify s'élève à 6,9 M€ comprenant essentiellement les frais de fonctionnement. Le résultat financier s'élève à 2,0 M€ et est composé majoritairement de plus-values de cessions de participations minoritaires, de dividendes et d'intérêts. La perte nette est de 5 082 K€.

DONNÉES CONSOLIDÉES

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé d'Edify est ressorti en hausse de 6,2 % en termes réels, à 583,6 M€, sur l'exercice écoulé. Sa progression résulte pour l'essentiel de l'augmentation de l'activité de Pellenc, qui a bénéficié à la fois du succès des produits nouvellement lancés et de la reprise des investissements dans les caves vinicoles. De Buyer quant à elle, a gagné de nouveaux clients, notamment à l'export (Allemagne, États-Unis). La tendance a été plus contrastée au sein des autres participations. L'activité est demeurée stable chez Gaviota-Simbac, Thermo-Technologies, Sirem et Zurflüh-Feller malgré des conditions de marché parfois difficiles. En revanche, les Usines Métallurgiques de Vallorbe ont pâti d'une inversion de cycle dans le secteur forestier et de difficultés dans la bijouterie.

RÉSULTAT

L'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé est passé de 61,90 M€ à 60 M€ et le résultat opérationnel courant consolidé de 38,3 M€ à 35,80 M€, pour représenter respectivement 10,3 % et 6,1 % du chiffre d'affaires. Leur tassement est lié à l'accroissement des coûts de développement au sein de plusieurs participations, notamment chez de Buyer, Gaviota-Simbac, Pellenc et Thermo-Technolo-

gies, ceux-ci s'inscrivant dans une logique d'investissement à long terme. Il masque, par ailleurs, une bonne maîtrise des coûts de production au sein de la plupart des participations. Le bénéfice net de l'ensemble consolidé est passé, pour sa part, de 17,9 M€ à 12,1 M€. Il est pour l'essentiel impacté par une dépréciation d'actifs aux Usines Métallurgiques de Vallorbe (4,4 M€) dont la rentabilité s'est détériorée.

SITUATION FINANCIÈRE

L'endettement financier net consolidé a été porté de 85,8 M€ à 89,6 M€ d'un exercice sur l'autre. Il se compare à une situation nette de 321 M€ à fin décembre 2019 et fait ainsi ressortir un gearing de 27,9 %.

Sa légère augmentation est à resituer dans un contexte d'intensification des investissements et d'augmentation des besoins en fonds de roulement, en particulier chez Pellenc, en raison de la forte croissance de l'activité.

La trésorerie mobilisable par la société mère Edify pour de futures acquisitions atteignait, quant à elle, 180 M€ en fin d'année.

Événements post-clôture

ÉPIDEMIE DU COVID-19

Dès mi-mars 2020, les entreprises du portefeuille ont été impactées par la crise sanitaire liée au coronavirus. Suite aux différentes mesures gouvernementales, la plupart des usines ont été fermées partiellement ou en totalité pendant près de deux mois. Depuis le début de cette pandémie, les sociétés ont pris les mesures nécessaires pour protéger la santé de leurs employés et pour sécuriser les trésoreries et les financements des sociétés.

Depuis début mai, les sociétés du portefeuille se sont organisées pour reprendre progressivement leurs activités de production et de distribution, dans le respect des mesures de protection et aussi longtemps que celles-ci demeureront nécessaires. L'évolution de la pandémie étant très imprévisible, il est actuellement difficile d'évaluer ses conséquences sur les performances à venir des sociétés.

Les états financiers consolidés d'Edify au 31 décembre 2019 ont été préparés et arrêtés sur la base du principe de continuité d'exploitation. À la date d'arrêt des comptes des états financiers par le Conseil d'Administration, la direction d'Edify ne peut estimer les impacts sur les états financiers 2020.

PROJET D'ACQUISITION PAR THERMO-TECHNOLOGIES

Le 25 février 2020, Edify avait annoncé que le groupe Thermo-Technologies avait conclu un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital de la société américaine Fisk Alloy Inc. Compte tenu de la situation actuelle, les parties ont décidé d'un commun accord de ne pas donner suite à leur projet.

1. L'actif net réévalué communiqué ne tient pas compte de la décote de holding.



Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active. Notamment le groupe Pellenc, dont l'innovation est un facteur clé de succès et de croissance, compte plus de 167 ingénieurs et techniciens en R&D et dispose d'un portefeuille de plus de 155 familles de brevets dont 96 sont actives. Le groupe Thermo-Technologies compte 23 brevets déposés, dont 14 actifs et une équipe en R&D de 8 personnes.

Informations sur les risques

Les risques épidémiologiques (exemple : Covid-19) et leurs conséquences ne sont pas développés dans cette partie (cf. événements post-clôture page 11) mais ne sont pas de nature à changer l'information sur les risques du Groupe telle que décrite dans les paragraphes suivants.

RISQUES RELATIFS À L'ACTIVITÉ D'EDIFY : L'INVESTISSEMENT EN CAPITAL DANS LES SOCIÉTÉS NON COTÉES

Dans le cadre de ses activités, Edify a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous :

- Le risque lié à la valorisation des actifs non cotés qui peut s'avérer in fine différente de la valeur de réalisation éventuelle : les risques financiers du portefeuille des sociétés non cotées sont corrélés à l'évolution des marchés financiers et places de cotations des pays dans lesquels les participations d'Edify sont actives mais sont également influencés par les multiples d'EBITDA constatés lors de transactions d'achats et de ventes. Le contexte de forte volatilité des marchés financiers pourrait avoir une influence significative sur la valeur des actifs en portefeuille d'Edify. Ces risques sont atténués par la diversification sectorielle des investissements et la caractéristique des investissements d'Edify, à horizon long terme, limite les cessions contraintes.
- Le risque lié à l'instruction des projets d'investissement : L'activité de prise de participations dans une entreprise expose Edify à un certain nombre de facteurs de risques pouvant se traduire à terme par une perte de valeur sur l'investissement. Parmi ces aléas on peut distinguer, entre autres :
 - La surévaluation de la valeur de l'entreprise cible à l'acquisition, du fait par exemple :

- de la non-détection d'un passif substantiel, ou d'une mauvaise appréciation de la valeur de certains éléments d'actif,
- de la remise en question du modèle économique de l'entreprise cible (i.e. rupture technologique, évolution réglementaire défavorable, etc.) et de tout autre aléa susceptible de remettre en cause la cohérence et la fiabilité du plan d'affaires du management.

- Le manque de fiabilité des informations et des données comptables et financières relatives à la société cible : ces informations communiquées pendant l'instruction du projet d'investissement peuvent être erronées, et ceci de manière délibérée ou non.
- Les litiges et contentieux susceptibles de survenir avec les vendeurs ou les tiers : ceux-ci pouvant être liés par exemple à la non-solvabilité du vendeur et de ses garants éventuels (rendant difficile la mise en œuvre de la ou des garanties), ou encore au changement de contrôle (menaçant par exemple les termes contractuels avec des fournisseurs ou clients clés) ou encore à des litiges potentiels suite à la signature d'un protocole d'accord engageant, dont on souhaite finalement sortir. Afin de diminuer les risques liés aux projets d'acquisition, Edify a recours à des cabinets indépendants pour la réalisation de due diligences notamment stratégiques, financières, juridiques, fiscales ou environnementales.
- Le risque de liquidité : les participations non cotées sont par nature moins liquides que les actifs cotés.
- Le risque lié au marché de la dette : Edify finance partiellement certaines de ses opérations d'acquisition par de la dette (i.e. effet de levier). Dans le cadre de ce type d'opération, Edify acquiert généralement la participation cible par l'intermédiaire d'une société holding dédiée, partiellement financée par de la dette, le plus souvent bancaire. La disponibilité et le coût des financements bancaires ou assimilés sont variables dans le temps. L'indisponibilité ou le coût trop élevé de ces financements peuvent rendre temporairement impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.
- Le risque de solvabilité : les sources de financement dont Edify dispose comportent des clauses de covenant détaillées dans l'annexe financière. Au 31 décembre 2019, l'ensemble de ces clauses sont respectées et les perspectives du Groupe ne laissent présager aucun risque particulier.
- Le risque de change : ce risque est directement lié aux montants investis dans des sociétés conduisant leurs activités dans des devises autres que l'euro, notamment le franc suisse et le dollar américain.
- L'environnement macro-économique : une évolution défavorable de l'environnement économique et une dégradation de la conjoncture économique, notamment en Europe, peuvent altérer les conditions d'investissement, de transformation, de valorisation et de cession des participations d'Edify.

- Le management d'Edify est de taille réduite, ce qui peut générer un risque de dépendance à l'égard de quelques hommes clés.
- Le risque lié à la fiabilité des informations transmises par les sociétés du portefeuille : les informations transmises par les sociétés du portefeuille sont utilisées par les équipes d'Edify pour apprécier les performances de chacune d'elles. Les décisions d'investissements et de gestion peuvent ainsi être affectées par la qualité et l'exactitude de ces informations.

RISQUES PROPRES AUX PRINCIPALES PARTICIPATIONS CONTRÔLÉES

Les principaux risques sont les suivants :

- Les risques liés à l'environnement économique : des perspectives conjoncturelles défavorables sont susceptibles d'impacter négativement les performances futures de certaines participations. Les principales participations fournissent des produits aux intervenants de secteurs aussi divers que la viticulture, la maintenance d'espaces verts, le bâtiment (résidentiel et commercial), l'industrie forestière, l'industrie aéronautique et automobile. Les fondamentaux de certaines participations les rendent plus sensibles aux cycles économiques, d'autres ont des modèles économiques plus résilients.
- Les risques liés aux secteurs d'activité des participations : en raison de la composition du portefeuille d'Edify, certains risques sont très spécifiques et sont inhérents aux principales participations contrôlées :
 - Aléas climatiques : les activités viticoles et oléicoles sont susceptibles d'être affectées par une météo défavorable dans les zones de production. Parallèlement, un défaut d'ensoleillement aura un impact négatif sur les activités de fourniture de moteurs pour couverture de piscine.
 - Marché de la construction : les performances des participations liées au bâtiment sont dépendantes de l'activité de ce secteur, notamment en France et en Espagne.
 - Marchés de l'automobile et de l'aéronautique : les performances des participations dont les produits sont destinés aux secteurs de l'automobile et de l'aéronautique peuvent être affectées indirectement par une baisse des volumes de production dans ces secteurs.
- Le risque lié à la dépendance vis-à-vis des personnes clés dans les participations, qui pourrait avoir des impacts sur la conduite des opérations et la poursuite de la stratégie de la participation.
- Le risque industriel : la spécialisation des sites de production par activité, nécessaire à l'optimisation de la compétence des équipes et à la productivité, pourrait faire peser sur certaines participations un risque lié à l'arrêt accidentel d'une usine de fabrication.
- Les risques environnementaux : les principales participations concernées par les risques environnementaux sont celles qui

ont une activité industrielle, notamment celles qui intègrent, ou ont intégré, des opérations de fonte et d'usinage de métaux, de moulage de matières plastiques et de traitement de surfaces.

- Les risques sur matières premières et prix : les principales participations concernées par les risques sur matières premières et prix sont celles qui utilisent dans le processus de fabrication des matières soumises à des fluctuations de cours (l'or, l'argent, le rhodium, le palladium, le cuivre, le nickel, le laiton, l'acier et le zinc). Les coûts d'achat de ces matières peuvent fluctuer de façon importante. Le risque réside donc en la capacité pour ces participations à repercuter ces variations dans les prix de vente.
- Le risque de solvabilité : les sources de financement dont les filiales disposent peuvent contenir des clauses de covenants. En cas de bris de ces covenants, la Société pourrait faire face à un risque de solvabilité. Au 31 décembre 2019, l'ensemble de ces clauses sont respectées.

Informations sur les acquisitions d'actions propres

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action d'Edify par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. À la clôture de l'exercice, Edify détient 1 772 actions propres, représentant 0,04 % du capital social. La valeur de ses actions propres est de 52 € par action au 31 décembre 2019.

Existence de succursale

Edify a une succursale suisse à Genève dénommée Edify S.A. Luxembourg, succursale du Grand-Saconnex.

Développement futur probable

Edify a pour priorités l'accompagnement des sociétés existantes dans leur transformation et leur développement, l'enrichissement du portefeuille par la réalisation d'arbitrages et la recherche d'opportunités d'investissements d'importance croissante. Les capacités financières d'Edify lui permettent de poursuivre ses investissements et d'envisager des acquisitions plus importantes.

Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose de reporter la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à 5 082 073,03 €.



Documents financiers consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	15
BILAN CONSOLIDÉ ACTIF	16
BILAN CONSOLIDÉ PASSIF	17
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	18
GÉNÉRAL	19
FAIT MARQUANT DE L'EXERCICE	19
ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE	19
ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS	19
Note 1 – Principes comptables	
Note 2 – Périmètre	
Note 3 – Données liées à l'activité	
Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles	
Note 5 – Capitaux propres	
Note 6 – Éléments financiers	
Note 7 – Détails du tableau de flux de trésorerie	
Note 8 – Provisions	
Note 9 – Éléments liés au personnel	
Note 10 – Impôts courants et différés	
Note 11 – Engagements hors bilan	
Note 12 – Participations dans les entreprises associées et informations relatives aux parties liées	
Note 13 – Honoraires	
Note 14 – États financiers au format de la loi luxembourgeoise	

Documents financiers consolidés

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2019

En milliers d'euros	Notes	31/12/19	31/12/18
Chiffre d'affaires	NOTE 3	583 607	549 647
Autres produits de l'activité	NOTE 3	9 668	8 172
Achats consommés		-278 009	-259 880
Charges de personnel		-174 123	-161 454
Charges externes		-81 159	-74 609
EBITDA		59 984	61 876
Dotations aux amortissements	NOTE 4	-21 087	-20 423
Dotations aux provisions courantes		-158	-138
EBITA		38 739	41 315
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-2 985	-2 985
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		35 754	38 330
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	-2 434	2 449
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés d'exploitation		86	-480
Amortissement des écarts d'acquisition	NOTE 4	-9 321	-9 142
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		24 084	31 156
<i>Produits financiers liés aux placements</i>		933	1 117
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>		-5 126	-4 825
Coût de l'endettement net		-4 193	-3 708
Autres produits et charges financiers		2 426	-1 496
RÉSULTAT FINANCIER	NOTE 6	-1 767	-5 205
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		22 318	25 952
Impôts sur les bénéfices	NOTE 10	-12 261	-10 024
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 12	2 087	1 938
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		12 144	17 866
Résultat attribuable au Groupe		11 977	16 066
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		167	1 799



Bilan consolidé actif au 31 décembre 2019

En milliers d'euros	Notes	31/12/19	31/12/18
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	NOTE 4	20 046	27 513
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	45 311	46 281
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	141 937	135 683
Participations dans les entreprises associées	NOTE 12	14 323	12 264
Actifs financiers	NOTE 6	20 705	20 632
Autres créances		571	458
Impôts différés actifs	NOTE 10	12 599	12 414
Engagements envers le personnel	NOTE 9	-	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		255 493	255 245
Actifs courants			
Stocks	NOTE 3	166 155	144 111
Clients	NOTE 3	100 948	97 217
Autres créances	NOTE 3	15 148	13 694
Actifs d'impôt exigible		8 360	8 792
Actifs financiers	NOTE 6	510	473
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 6	116 300	124 200
TOTAL ACTIFS COURANTS		407 420	388 488
TOTAL ACTIF		662 913	643 732

Bilan consolidé passif au 31 décembre 2019

En milliers d'euros	Notes	31/12/19	31/12/18
Capitaux propres			
Capital		4 860	4 860
Prime		242 803	242 803
Autres réserves		37 885	21 629
Résultat de la période		11 977	16 066
PART GROUPE		297 525	285 358
Participations ne donnant pas le contrôle		23 502	24 977
TOTAL CAPITAUX PROPRES	NOTE 5	321 027	310 335
Passifs non courants			
Provisions non courantes	NOTE 8	3 577	3 737
Autres passifs financiers	NOTE 6	155 776	165 196
Autres dettes		56	150
Engagements envers le personnel	NOTE 9	10 786	11 927
Impôts différés passifs	NOTE 10	14 213	15 453
Instruments dérivés passifs		-	36
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		184 408	196 499
Passifs courants			
Provisions courantes	NOTE 8	3 074	2 396
Autres passifs financiers	NOTE 6	50 290	45 576
Fournisseurs	NOTE 3	57 966	47 887
Autres dettes	NOTE 3	41 721	39 833
Dettes d'impôt		4 427	1 151
Instruments dérivés passifs		-	54
TOTAL PASSIFS COURANTS		157 478	136 898
TOTAL PASSIF		662 913	643 732



Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	31/12/19	31/12/18
Résultat net de l'ensemble consolidé		12 144	17 866
Dotations aux amortissements/actif (sauf actif courant)		38 615	30 596
Dotation/reprise de provisions/passif		-165	10
Gains et pertes latents liés aux variations de justes valeurs		-15	58
Gains et pertes de change latents		-223	96
Charges calculées liées aux engagements de retraite envers le personnel		-986	3 530
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables		37 226	34 289
Résultat sur cession d'actifs et autres		-1 621	999
Quote-part de résultat des entreprises associées		-2 087	-1 938
Charge d'impôt différé		-1 481	-1 859
Capacité d'autofinancement		44 180	49 357
Coût de l'endettement financier net (hors éléments non décaissables)		4 208	3 671
Dividendes des sociétés non consolidées		-25	-49
Charges d'impôt (hors impôts différés)		13 689	11 892
Variation du besoin en fonds de roulement	NOTE 7	-15 410	-21 180
Impôts versés		-10 005	-12 553
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)		36 637	31 139
Décaissements liés aux acquisitions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		-32 868	-27 642
- d'actifs financiers non courants		-3 708	-3 282
Encaissements liés aux cessions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		449	3 222
- d'actifs financiers non courants		5 574	6 243
Variation des actifs financiers courants		1 501	-782
Acquisitions de sociétés, nettes de la trésorerie acquise		-587	-1 914
Cessions de sociétés, nettes de la trésorerie cédée		-2 228	-1 235
Dividendes versés par les entreprises associées		29	37
Dividendes versés par les sociétés non consolidées		25	49
Intérêts reçus		511	666
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)		-31 300	-24 637
Augmentation des emprunts		21 679	72 902
Remboursement des emprunts		-31 596	-56 875
Augmentation nette des capitaux propres des filiales		210	2 198
Dividendes versés et acomptes		-1 082	-832
Intérêts payés		-5 124	-3 678
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT ET DE CAPITAL (C)		-15 914	13 715
Incidence des variations des écarts de conversion sur la trésorerie (E)		36	349
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (A+B+C+D+E)		-10 541	20 566
Trésorerie à l'ouverture	NOTE 7	111 130	90 564
Trésorerie à la clôture	NOTE 7	100 589	111 130

Général

Edify S.A. (ci-après Edify) est une holding industrielle constituée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 6, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Edify est cotée sur le marché Euro-MTF de la Bourse de Luxembourg.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **Sirem** (solutions motorisées pour les couvertures de piscines, les agitateurs de tanks à lait et les équipements d'aqua fitness), **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (outils abrasifs pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **de Buyer** (articles et ustensiles pour la cuisine et la pâtisserie), **Thermo-Technologies** (fils de haute technicité et revêtement des surfaces de métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **Gaviota-Simbac** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Ligier Group** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis) et **Lacroix Emballages** (emballages pour les produits laitiers solides).

Fait marquant de l'exercice

CESSION D'UNE PARTICIPATION MINORITAIRE

Le processus de cession de Cotherm Evolution SAS (détenue à 10 % par Edify) lancé en 2018 s'est finalisé le 12 janvier 2019. L'acteur industriel Atlantic s'est en effet porté acquéreur pour la totalité des titres.

Événements post-clôture

ÉPIDÉMIE DU COVID-19

Dès mi-mars 2020, les entreprises du portefeuille ont été impactées par la crise sanitaire liée au coronavirus. Suite aux différentes mesures gouvernementales, la plupart des usines ont été fermées partiellement ou en totalité pendant près de deux mois. Depuis le début de cette pandémie, les sociétés ont pris les mesures nécessaires pour protéger la santé de

leurs employés et pour sécuriser les trésoreries et les financements des sociétés.

Depuis début mai, les sociétés du portefeuille se sont organisées pour reprendre progressivement leurs activités de production et de distribution, dans le respect des mesures de protection et aussi longtemps que celles-ci demeureront nécessaires.

L'évolution de la pandémie étant très imprévisible, il est actuellement difficile d'évaluer ses conséquences sur les performances à venir des sociétés.

Les états financiers consolidés d'Edify au 31 décembre 2019 ont été préparés et arrêtés sur la base du principe de continuité d'exploitation. À la date d'arrêt des comptes des états financiers par le Conseil d'Administration, la direction d'Edify ne peut estimer les impacts sur les états financiers 2020.

PROJET D'ACQUISITION PAR THERMO-TECHNOLOGIES

Le 25 février 2020, Edify avait annoncé que le groupe Thermo-Technologies avait conclu un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital de la société américaine Fisk Alloy Inc. Compte tenu de la situation actuelle, les parties ont décidé d'un commun accord de ne pas donner suite à leur projet.

Annexes aux documents comptables consolidés

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTE I – PRINCIPES COMPTABLES

1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes consolidés du Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir les normes comptables luxembourgeoises. Toutefois la présentation du compte de résultat et du bilan ne reprend pas strictement les dispositions prévues par la loi



votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1er janvier 2016. Une définition des principaux agrégats est donnée en Note 1.8 et une correspondance avec la nouvelle loi est présentée en Note 14.

2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

Contrôle exclusif, lorsque la société mère :

- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Contrôle conjoint, lorsque la société mère, comprise dans la consolidation, dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

Influence notable, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.

3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notam-

ment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,

- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs sur les déficits.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, il n'y a aucune dépréciation à constater.

Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt, qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.

Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur.

L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVISES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2019 ont été établis en euros.

Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :

- les éléments non-monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euros :

- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconues en résultat.

Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays dont l'économie est hyper inflationniste.

7. DISTINCTION COURANT / NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme).

Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants. Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

Ces éléments sont reclassés dans la Note 14, afin de respecter la présentation requise par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (incluant les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisitions) et dépréciations, et provisions pour risques et charges courantes.

EBITA : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

EFN : Endettement Financier Net. Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions et des différés de règlement à caractère financier (crédit-vendeur). Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles et des subventions d'État (cf. Note 6.4)

9. CHANGEMENT DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthode ou d'estimations comptables font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.



NOTE 2 – PÉRIMÈTRE

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019

Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/19	% d'intérêt 31/12/19	% d'intérêt 31/12/18
Edify S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)	(mère)
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE				
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	89,84	95,00
de Buyer Industries	Val d'Ajol (France)	100,00	89,84	95,00
de Buyer.com	Val d'Ajol (France)	100,00	89,84	95,00
de Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis))	100,00	89,84	95,00
Marlux	Val d'Ajol (France)	100,00	89,84	95,00
de Buyer GmbH	Saarbrücken (Allemagne)	100,00	89,84	95,00
Financière Nouveau Monde SA	Miribel (France)	100,00	97,08	92,06
Sirem SAS	Miribel (France)	100,00	97,08	92,06
Sirem Immobilier SNC	Miribel (France)	100,00	97,08	92,06
Provence Nouveau Monde	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc China	Dongguan (Chine)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Languedoc Roussillon	Lézignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Ibérica	Jaen (Espagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Honk Kong	Honk Kong	100,00	98,37	98,37
Sofonlec	Perpignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint-Laurent-Medoc (France)	100,00	98,37	98,37
PERA - Pellenc SA	Florensac (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	98,37	98,37
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	98,37	98,37
PERA America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Vignobles Champenois	Magenta (France)	100,00	98,37	98,37
FDS Financière Développement Suisse SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	100,00	87,78
Parval SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	100,00	–
Usines Métallurgiques de Vallorbe SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	75,27	66,06
NMP SAS	Cluses (France)	100,00	98,52	99,83
Zurflüh-Feller Holding SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	98,52	99,83
Zurflüh-Feller SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	98,52	99,83
Eckermann	Schmitten (Allemagne)	100,00	98,52	99,83
CERF EURL	Autechaux Roide (France)	100,00	98,52	99,83
Profilmar	Marseille (France)	100,00	98,52	99,83
Profilinnov	Maracineni (Roumanie)	100,00	98,52	99,83
Financière du Jura	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Thermo-Technologies	Annecy (France)	100,00	87,36	88,17
Thermocompact	Annecy (France)	100,00	87,36	88,17
FSP-One SAS	Pont de Chéry (France)	100,00	87,36	88,17
TSDM	Tournes (France)	100,00	87,36	61,72
HWA	Ho Chi Minh City (Vietnam)	100,00	87,36	88,17
IWT	Colorado Springs (États-Unis)	100,00	87,36	88,17
Advanced Casting Asia Ltd Liability Company	Vinh Tan (Vietnam)	100,00	87,36	88,17

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019 (Suite)

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/19	% d'intérêt 31/12/19	% d'intérêt 31/12/18
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE				
Gaviota Simbac, S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota S.p.a.	Megazzo (Italie)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac, S.L. Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, S.A.L.	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Simbac America S.A.	Santo Domingo (République Dominicaine)	46,50	34,88	34,88
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, S.R.L.	Bucarest (Roumanie)	46,50	46,50	46,50
Huella Platina, S.A.	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	41,85
Toldos y Persianas de Gaviota, S.A.	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Revolution S.R.L.U.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Brasil, S.A.	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,04	46,04
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50	46,50
Bandalux Uruguay S.A.	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50	46,50
Bestende	Bellusco (Italie)	46,50	32,55	32,55
Eurolock	Santiago (Chili)	46,50	23,25	23,25
GLP	Sinaloa (Mexique)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Peru	Lima (Pérou)	46,50	46,04	46,04
Gaviota Costa Rica	San José (Costa Rica)	46,50	41,85	41,85
Gaviota Caribe	Santo Domingo (République Dominicaine)	46,50	23,25	23,25
Copen Fabrics	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	46,50
Ponti	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vidrios Salinas	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	49,19	49,19	49,19
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	49,19	49,19	49,19
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
ACT Vinicole	Laverune (France)	48,20	48,20	48,20
Aceper SL	Ourense (Espagne)	16,83	16,83	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Inversiones	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Ligier Développement	Abrest (France)	31,52	31,52	31,52



NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 583,6 M€ au 31 décembre 2019. Il se répartit géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/19	%	31/12/18	%
Europe	455,9	78 %	418,6	76 %
<i>dont France</i>	250,4	43 %	220,7	40 %
<i>dont Espagne</i>	64,1	11 %	58,7	11 %
<i>dont Allemagne</i>	48,3	8 %	48,9	9 %
<i>dont Italie</i>	41,2	6 %	38,6	7 %
Amériques	75,8	13 %	74,0	13 %
Asie	25,6	4 %	30,5	6 %
Afrique	14,0	2 %	15,5	3 %
Océanie	12,3	2 %	11,1	2 %
TOTAL	583,6	100 %	549,7	100 %

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 9,7 M€ au 31 décembre 2019 contre 8,2 M€ au 31 décembre 2018.

2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant représente la Résultat Opérationnel excluant à la fois les produits et charges opérationnels non courants, les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés d'exploitation et les dépréciations des écarts d'acquisition.

Les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre de regroupement d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs,

qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs corporels et incorporels, des plus ou moins-values sur cessions de titres de participations consolidés par intégration globale ou proportionnelle, des coûts de restructuration et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Dotation/reprise sur provisions non courantes	-4 062	2 851
Autres éléments non courants	1 628	-403
<i>Produits non courants</i>	3 794	463
<i>Charges non courantes</i>	-2 166	-866
Autres produits et charges opérationnels non courants	-2 434	2 449

Pour rappel, en 2017, une perte de valeur durable avait été identifiée sur les actifs des Usines Métallurgiques de Vallorbe et une dépréciation de 7,9 M€ avait été comptabilisée. Suite à une année 2018 en amélioration (justifiant une reprise de la provision de 2,6 M€), les difficultés industrielles de l'année 2019 et les faibles perspectives de croissance sur les marchés historiques, nous on amenés à constater une dépréciation complémentaire de 4,4 M€ sur l'exercice, portant la provision pour dépréciation à 9,7 M€.

Les Usines Métallurgiques de Vallorbe ayant transféré leur Caisse de Pension dans une Caisse de Pension indépendante au 1^{er} janvier 2020, elles n'ont plus d'engagement envers leurs salariés au 31 décembre 2019. Les engagements de retraite ont ainsi été repris sur l'exercice 2019, impactant les produits non courants à hauteur de 2,2 M€.

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Valeurs brutes		
Matières premières et autres approvisionnements	63 184	55 751
Produits finis et marchandises	120 455	105 125
TOTAL	183 638	160 875
Dépréciations	-17 483	-16 764
Valeurs nettes	166 155	144 111

4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Créances clients brutes	105 170	101 725
Dépréciations	-4 222	-4 508
Créances clients nettes	100 948	97 217

Le poste fournisseurs s'élève à 57 966 K€ au 31 décembre 2019, contre 47 887 K€ au 31 décembre 2018.

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Valeurs brutes		
Créances sur le personnel	265	281
Autres taxes (dont TVA)	9 070	8 817
Charges constatées d'avance	4 448	2 320
Autres créances	1 364	2 277
TOTAL	15 148	13 694

Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Dettes sociales	25 407	24 260
Dettes fiscales	9 485	10 092
Produits constatés d'avance	2 436	1 849
Fournisseurs d'immobilisations	3 058	2 488
Autres	1 336	1 144
TOTAL	41 721	39 833

- l'écart d'acquisition positif est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,

- l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :

- à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
- à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
- à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.



L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. Par contre, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs.

Les amortissements des écarts d'acquisition ne peuvent être repris.

Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Valeur
Au 31 décembre 2018	27 513
Incidence des variations de périmètre	1 521
Incidence des variations du cours de change	-65
Dotation aux amortissements	-9 321
Au 31 décembre 2019	20 046

Sur l'exercice 2019, les principales variations de périmètre concernent des filiales de Gaviota et l'acquisition des minoritaires restants de TSDM, filiale de Thermo-Technologies.

Le poste se compose principalement des écarts d'acquisition nets de Thermo-Technologies (10,8 M€), de TSDM (1,6 M€), d'Eckermann (1,8 M€) et de de Buyer (1,7 M€).

2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.

Les frais d'établissement sont retraités et considérés comme des charges de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue,
- les brevets : seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique. Les frais de renouvellement des brevets sont constatés en charges de l'exercice,

- les frais de développement immobilisés le sont sous plusieurs conditions :

- ils doivent correspondre aux dépenses engagées par l'entreprise dans ce domaine pour son propre compte ;
- ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
- il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
- son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice.

Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice.

En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral.

Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice.

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions,

Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur). En l'absence de dépôt, la marque n'est pas immobilisée et les frais engagés sont comptabilisés en compte de résultat.

- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société.

La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, à laquelle sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fonds de roulement.

Ces actifs incorporels sont à durée de vie définie et sont amortis, en général, sur 10 ans.

Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de développement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total 2019
Valeur brute au 31 décembre 2018	43 224	3 184	6 878	8 485	1 165	1 240	64 177
Acquisitions	-	284	1 133	383	72	1 101	2 973
Cessions	-	-	-299	-24	-2	-	-325
Incidence des variations du cours de change	-	12	49	70	2	-	134
Incidence des variations de périmètre	-	-45	-	-48	100	-	7
Autres mouvements	-	687	372	374	-2	1 151	2 583
Au 31 décembre 2019	43 224	4 122	8 134	9 240	1 336	3 492	69 549
Amortissement cumulé au 31 décembre 2018	-5 222	-2 123	-4 178	-6 442	68	-	-17 897
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-2 985	-500	-264	-944	-417	-	-5 109
Cessions	-	-	291	25	2	-	317
Incidence des variations du cours de change	-	-3	-9	-60	-	-	-72
Incidence des variations de périmètre	-	45	-	47	-	-	92
Autres mouvements	-	-119	-20	80	1	-1 513	-1 570
Au 31 décembre 2019	-8 207	-2 699	-4 180	-7 294	-345	-1 513	-24 238
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2019	35 017	1 424	3 953	1 946	990	1 979	45 311
							Total 2018
Valeur brute au 31 décembre 2017	43 224	2 898	5 439	7 720	1 944	665	61 890
Acquisitions	-	313	1 174	774	725	728	3 715
Cessions	-	-3	-163	-340	-	-8	-514
Incidence des variations du cours de change	-	1	36	55	2	-	94
Incidence des variations de périmètre	-	-	121	4	-	-	125
Autres mouvements	-	-26	271	271	-1 505	-144	-1 133
Au 31 décembre 2018	43 224	3 184	6 878	8 485	1 165	1 240	64 177
Amortissement cumulé au 31 décembre 2017	-2 237	-1 943	-3 879	-6 101	-1 138	-	-15 298
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-2 985	-391	-314	-631	-294	-	-4 615
Cessions	-	3	163	340	-	-	506
Incidence des variations du cours de change	-	-	-3	-48	-	-	-50
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-3	-24	-	-27
Autres mouvements	-	208	-145	-	1 524	-	1 588
Au 31 décembre 2018	-5 222	-2 123	-4 178	-6 442	68	-	-17 897
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018	38 002	1 061	2 700	2 043	1 233	1 240	46 281



3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément de l'écart d'acquisition positif. Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice.

La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

- constructions : 20 à 40 ans,
- agencement et installations : 10 à 20 ans,
- matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans,
- véhicules : 3 à 5 ans,
- mobilier : 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable.

Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total 2019
Valeur brute au 31 décembre 2018	13 769	117 336	202 582	24 749	8 465	366 901
Acquisitions	549	4 974	6 591	2 076	19 124	33 314
Cessions	-1	-1 509	-4 811	-1 581	-1	-7 904
Incidence des variations du cours de change	-11	685	1 514	71	68	2 326
Incidence des variations de périmètre	-	-270	-1 268	-171	-8	-1 718
Autres mouvements	43	1 824	6 107	833	-9 763	-957
Au 31 décembre 2019	14 350	123 039	210 713	25 977	17 883	391 963
Amortissement cumulé au 31 décembre 2018	-2 449	-53 512	-157 796	-17 462	-	-231 219
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-360	-7 378	-14 031	-2 544	-	-24 312
Cessions	1	403	3 972	1 460	-	5 836
Incidence des variations du cours de change	-	-502	-1 300	-55	-	-1 857
Incidence des variations de périmètre	-	265	1 218	159	-	1 642
Autres mouvements	-	722	-455	-383	-	-115
Au 31 décembre 2019	-2 807	-60 002	-168 391	-18 825	-	-250 025
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2019	11 542	63 037	42 322	7 152	17 883	141 937
						Total 2018
Valeur brute au 31 décembre 2017	13 236	110 225	192 010	23 459	10 774	349 704
Acquisitions	668	3 497	10 614	2 302	7 307	24 387
Cessions	-	-2 083	-6 578	-1 534	-776	-10 970
Incidence des variations du cours de change	-14	785	1 320	41	117	2 248
Incidence des variations de périmètre	-	515	901	69	-	1 484
Autres mouvements	-120	4 397	4 316	412	-8 957	47
Au 31 décembre 2018	13 769	117 336	202 582	24 749	8 465	366 902
Amortissement cumulé au 31 décembre 2017	-2 089	-47 245	-152 597	-16 544	-	-218 475
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-360	-5 697	-8 622	-2 235	-	-16 914
Cessions	-	483	4 984	1 331	-	6 797
Incidence des variations du cours de change	-	-502	-1 127	-23	-	-1 652
Incidence des variations de périmètre	-	-86	-524	54	-	-557
Autres mouvements	-	-466	90	-43	-	-419
Au 31 décembre 2018	-2 449	-53 512	-157 796	-17 462	-	-231 219
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018	11 320	63 824	44 786	7 288	8 465	135 683

4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat. Dans le cas contraire, l'actif est déprécié sur la

base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée du contrat. Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires tels que l'entretien des biens loués, sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle. Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

Contrats de location

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Total 2019
Valeur brute au 31 décembre 2018	1 883	10 012	31 331	43 225
Acquisitions	-	-	805	805
Cessions	-	-	-696	-696
Incidence des variations du cours de change	-	-	158	158
Incidence des variations de périmètre	-	-	-24	-24
Autres mouvements	-20	-323	161	-182
Au 31 décembre 2019	1 863	9 688	31 735	43 286
Amortissement cumulé au 31 décembre 2018	-300	-3 075	-24 740	-28 116
Dotations aux amortissements de la période et corrections de valeurs	-34	-380	-1 674	-2 088
Cessions	-	-	191	191
Incidence des variations du cours de change	-	-	-84	-84
Incidence des variations de périmètre	-	-	12	12
Autres mouvements	-	192	-394	-202
Au 31 décembre 2019	-334	-3 263	-26 689	-30 286
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2019	1 529	6 425	5 046	13 000
				Total 2018
Valeur brute au 31 décembre 2017	1 883	10 014	30 885	42 782
Acquisitions	-	-	477	477
Cessions	-	-2	-130	-132
Incidence des variations du cours de change	-	-	148	148
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-50	-50
Au 31 décembre 2018	1 883	10 012	31 331	43 225
Amortissement cumulé au 31 décembre 2017	-258	-2 683	-23 257	-26 198
Dotations aux amortissements de la période et corrections de valeurs	-42	-394	-1 596	-2 033
Cessions	-	2	118	120
Incidence des variations du cours de change	-	-	-47	-47
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	41	41
Au 31 décembre 2018	-300	-3 075	-24 740	-28 116
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018	1 583	6 936	6 591	15 110



NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Capitaux Propres Edify S.A. Ouverture	285 358	267 613
Résultat exercice	11 977	16 066
Parts bénéficiaires (cf. Note 10)	-	419
Écarts de conversion	-150	1 394
Divers	340	-134
Capitaux Propres part Groupe	297 525	285 358
Participations ne donnant pas le contrôle	23 502	24 977
TOTAL CAPITAUX PROPRES	321 027	310 335

Au 31 décembre 2019, le capital souscrit d'Edify s'élève à 4,86 M€, comme au 31 décembre 2018, et est représenté par 4 860 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de :

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) (cf. Note 9),
- plus ou moins-values de cession de titres de participations consolidés par mise en équivalence,
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financière et non opérationnelle et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Coût de l'endettement financier net	-4 193	-3 708
<i>Produits financiers liés aux placements</i>	<i>933</i>	<i>1 117</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-5 126</i>	<i>-4 825</i>
Effets de change	143	18
Écarts actuariels	-255	-1 685
Autres produits et charges financiers	2 538	171
Résultat financier	-1 767	-5 205

Les charges financières liées à l'endettement sont impactées par le coût de l'emprunt obligataire privé Euro PP (1,6 M€)

Conformément aux normes luxembourgeoises, les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de cinq ans (cf. Note 4.1). Les capitaux propres consolidés sont affectés par les amortissements des écarts d'acquisition pour un montant de 9,3 M€ sur l'exercice 2019 (cf. Note 4.1) et de 28,5 M€ en cumulé.

Pour rappel, les écarts d'acquisition de 34,2 M€, déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014, ont été immédiatement déduits des réserves.

2. ACTIONS PROPRES

Edify possède des actions propres en vue d'assurer l'animation de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité. Ces actions propres sont comptabilisées à l'actif du bilan en tant que valeurs mobilières de placement.

Au 31 décembre 2019, Edify possède 0,1 M€ d'actions propres, comme au 31 décembre 2018, dans le cadre d'un contrat de liquidité. Conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, Edify a constitué une réserve indisponible du même montant.

souscrit le 16 mai 2018. Les écarts actuariels 2018 étaient principalement dus aux pertes (-1,7 M€) réalisées sur les actifs de retraite des Usines Métallurgiques de Vallorbe. Au 31 décembre 2019, du fait du transfert dans une Caisse indépendante de la Caisse de pensions, les engagements de retraite des Usines Métallurgiques de Vallorbe ont été intégralement repris (cf Note 3.2). Les autres produits financiers de 2019 sont essentiellement dus aux plus-values de cessions de titres (2,8 M€) dont ceux de Cotherm.

2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Titres de participations non contrôlées	10 415	11 145
Créances obligataires non cotées convertibles en actions	6 499	5 785
Prêts	54	26
Autres	4 248	4 150
Actifs financiers non courants & courants	21 215	21 106
Exigibles dans le délai d'un an	510	473
Actifs financiers non courants	20 705	20 632

Les titres de participations non contrôlées comprennent des titres de Lacroix pour 5,2 M€.

Les créances obligataires correspondent principalement aux obligations convertibles émises par la holding de Ligier Group au profit d'Edify (6,2 M€). Les intérêts de l'année liés à ces créances obligataires sont capitalisés. La rubrique « Autres » concerne essentiellement les dépôts et cautionnements.

3. AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure s'effectue à la valeur de remboursement.

Les frais et primes d'émission d'emprunts sont comptabilisés à l'actif et sont amortis sur la durée de vie de l'emprunt. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Emprunts auprès des établissements de crédits	140 796	144 598
Crédits-bails	10 426	11 284
Emprunt obligataire privé EURO PP	50 000	50 000
Emprunts et dettes financières divers	4 844	4 891
Passifs financiers non courants & courants	206 066	210 773
Exigibles dans le délai d'un an	50 290	45 576
Passifs financiers non courants	155 776	165 196

Pour rappel, en mai 2018 Edify avait souscrit son premier placement privé obligataire pour un montant total de 50 M€ à sept ans au taux fixe de 3,75 %.

Échéancier des dettes financières

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
À 1 an au plus	50 285	45 607
Plus d'1 an et moins de 5 ans	87 328	93 620
À plus de 5 ans	68 453	71 546
TOTAL	206 066	210 773

Les dettes financières garanties par des nantissements, hypothèques ou gages s'élèvent à 67 M€ au 31 décembre 2019.

Covenants

Au 31 décembre 2019, Edify dispose d'autorisations d'emprunts à moyen terme (lignes de crédit confirmées) totalisant 150 M€ auprès de cinq établissements bancaires et de 50 M€ auprès d'investisseurs privés.

La mise à disposition de ces financements par les établissements de crédit et les investisseurs privés est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter trois covenants financiers (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué,

dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi et montant de disponibilités.). Edify respecte l'ensemble de ses covenants au 31 décembre 2019.

Sirem, de Buyer, Zurflüh-Feller et Thermo-Technologies, dans le cadre de leur dette « LBO », respectent également, au 31 décembre 2019, leurs covenants respectifs.

4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, des créances obligataires non cotées, émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix ou paiements différés sur les acquisitions, et des différés de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État.

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse. Les équivalents de trésorerie sont principalement des OPCVM qui représentent des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	205 402	210 035
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	85	31
Trésorerie et équivalents de trésorerie	116 300	124 200
Endettement Financier Net (hors compléments de prix et différés de paiement)	89 017	85 805
Compléments de prix et différés de paiement sur acquisitions	630	706
Endettement Financier Net total	89 647	86 511

5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins-value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

Sur l'exercice, les instruments de couverture dont le sous-jacent est un passif financier ont été reclassés dans le poste « Autres passifs financiers ». Au 31 décembre 2019 ils s'élèvent à 0,1 M€ et sont désormais inclus dans l'Endettement Financier Net.



NOTE 7 – DÉTAILS DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

1. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	31/12/19
Trésorerie à l'ouverture	111 130
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	124 200
Découverts bancaires	-13 069
Trésorerie à la clôture	100 589
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	116 300
Découverts bancaires	-15 711

2. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Variation des stocks nets	-21 888	-11 722
Variation des clients nets	-3 544	-8 918
Variation des fournisseurs	9 275	631
Variation des autres créances et dettes	747	-1 171
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-15 410	-21 180

NOTE 8 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter à un risque parfaitement

identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise, il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.

Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2019
Au 1 ^{er} janvier 2019	2 443	831	464	3 738
Dotations	-	195	148	343
Reprises utilisées	-28	-240	-3	-271
Reprises non utilisées	-	-42	-195	-237
Incidence des variations de change	2	-	2	4
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	57	4	-61	-
Au 31 décembre 2019	2 474	748	355	3 577
				Total 2018
Au 1 ^{er} janvier 2018	2 381	738	547	3 665
Dotations	54	167	111	332
Reprises utilisées	-	-60	-88	-148
Reprises non utilisées	-	-10	-112	-122
Incidence des variations de change	8	-	2	10
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-4	5	1
Au 31 décembre 2018	2 443	831	465	3 738

2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2019
Au 1 ^{er} janvier 2019	1 348	657	391	2 396
Dotations	697	122	46	865
Reprises utilisées	-	-13	-12	-25
Reprises non utilisées	-	-142	-20	-162
Incidence des variations de change	3	2	-5	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	217	-	-217	-
Au 31 décembre 2019	2 265	626	183	3 074
				Total 2018
Au 1 ^{er} janvier 2018	1 581	965	502	3 048
Dotations	-	184	18	202
Reprises utilisées	-	-492	-65	-557
Reprises non utilisées	-237	-	-63	-300
Incidence des variations de change	4	-	-1	3
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2018	1 348	657	391	2 396

NOTE 9 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

1. EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2019 est de 3 846 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement).

2. AVANTAGES DU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paie-

ment de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.



Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,
- les régimes de retraite à prestations définies.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) sont comptabilisés en résultat financier.

Le coût des services passés, résultant de la modification ou de la réduction d'un régime existant, est comptabilisé immédiatement en charges.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en charge de personnel et, concernant la charge de désactualisation, en charge financière.

La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Dettes de retraite et engagements assimilés	10 786	11 927
Actifs de retraite (fonds)	-	-
Engagement Net	10 786	11 927

Les principaux engagements de retraite sur l'exercice 2019 ont été impactés par la baisse des taux d'actualisation (1,5 % en 2018 contre 1 % en 2019) et la reprise de l'engagement de la filiale suisse suite au transfert de caisse de pension et à la fin de l'engagement moral de la société (cf Note 3).

3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 271 K€ pour l'année 2019, contre 272 K€ pour l'année 2018.

NOTE IO – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

1. IMPÔTS COURANTS

Pour rappel, une convention d'intégration fiscale avait été signée le 1^{er} janvier 2016 entre la société Provence Nouveau Monde (« PNM ») et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à au moins 95 % par Edify.

Au 1^{er} janvier 2019 les sociétés NMP, Financière Développement, ZFH, Zurflüh-Feller, Cerf, Profilmar, de Buyer Industries et de Buyer.com sont sorties de l'intégration fiscale pour former deux nouvelles intégrations fiscales dont les têtes de groupe sont NMP et Financière Développement.

Ainsi, dans l'intégration fiscale dont la tête de groupe est PNM restent les sociétés PNM, Pellenc SAS et Financière du Jura.

2. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés). Les actifs d'impôt différé ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,
- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,

- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,
- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales

ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Impôts courants	-13 689	-11 892
Impôts différés	1 428	1 868
Impôts sur les bénéfices	-12 261	-10 024

Voici une analyse par nature des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/19 Actif	31/12/18 Actif	Impact Compte de résultat 2019
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	6 335	6 689	47
<i>IDA liés aux retraites</i>	2 110	2 555	-233
<i>IDA liés aux méthodes de provisions</i>	523	698	4
<i>IDA liés aux dettes fiscales et sociales</i>	1 130	1 456	30
<i>IDA liés aux justes valeurs</i>	933	893	-
Impôts différés sur marges internes (sur stock)	6 264	5 725	631
TOTAL	12 599	12 414	678

	Passif	Passif	
Impôts différés sur retraitements liés aux normes et sur différences temporaires dont :	13 831	15 011	687
<i>IDP liés à la relation clients</i>	8 754	9 500	746
<i>IDP liés aux justes valeurs des immobilisations</i>	1 067	1 111	118
<i>IDP liés aux crédits-bails</i>	1 454	1 523	69
<i>IDP liés aux différences sur les amortissements</i>	2 390	2 379	213
<i>IDP liés à l'activation des frais de développement</i>	233	248	34
Impôts différés sur marges internes (provisions sur stocks)	382	442	63
TOTAL	14 213	15 453	750



NOTE II – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Loyers restant à payer sur locations simples	16 261	6 153
Autres engagements donnés	653	3 158
Engagements donnés	16 914	9 311
Garanties d'actifs et de passifs	14 138	22 004
Lignes de crédit non utilisées	211 260	182 104
Engagements reçus	225 398	204 108
Options d'achats d'actifs	26 007	27 185
Engagements réciproques	26 007	27 185

La nette augmentation des loyers restant à payer concerne principalement le renouvellement, dans trois filiales, de baux de 9 ans.

Les options d'achat d'actifs comprennent 21,8 M€ d'obligation de rachats de titres, qui surviendront entre 2020 et 2024. Par ailleurs, au cours des exercices 2016, 2017 et 2018, Edify

a émis 498 083 parts bénéficiaires pour un montant nominal total de 5 253 634,56 €. Au cours de ces exercices, la Société a pris un engagement et bénéficie d'une option de rachat en vue d'acquérir la propriété de ces parts bénéficiaires. Selon l'évaluation au 31 décembre 2019, ce rachat impacterait ses fonds propres à hauteur de 3,6 M€.

NOTE 12 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les sociétés consolidées par mise en équivalence qui, au 31 décembre 2019, sont principalement composées de Ligier (12,0 M€) et d'Aceper SL (1,9 M€).

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Quote-part de capitaux propres à l'ouverture	12 264	11 197
Variation de périmètre	-	-776
Quote-part de résultat de la période	1 856	1 938
Dividendes versés	-28	-37
Autres mouvements	-	-58
Quote-part de capitaux propres à la clôture	14 092	12 264

2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui établit ses états financiers. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d'Administration.

Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration (cf. Note 9.3), il n'existe aucune transaction avec les autres parties liées.

NOTE 13 – HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s'élèvent à 332 k€, dont 328 k€ au titre des prestations d'audit des comptes de l'exercice 2019.

En milliers d'euros	31/12/19	31/12/18
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	328	306
<i>Émetteur</i>	104	96
<i>Filiales intégrées globalement</i>	224	210
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	3	11
TOTAL	332	317



NOTE 14 – ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI LUXEMBOURGEOISE

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la Loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	2019	2018	Correspondance avec les comptes présentés
1. Chiffre d'affaires net	583 607	549 647	Chiffre d'affaires
2. Variations du stock de produits finis et en cours de fabrication	21 185	11 757	Achats consommés
3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif	-	-	
4. Autres produits d'exploitation	9 668	8 172	Autres produits de l'activité
5. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	-289 915	-266 408	Achats consommés
5. b) Autres charges externes	-7 748	-6 160	Achats consommés
6. Frais de personnel	-174 123	-161 454	Charges de personnel
<i>a. salaires et traitements</i>	-133 899	-123 287	
<i>b. charges sociales couvrant les salaires et traitements</i>	-36 579	-34 126	
<i>c. pensions complémentaires</i>	-1 325	-1 845	
<i>d. autres frais de personnel</i>	-2 320	-2 197	
7. Corrections de valeur	-35 211	-31 557	
<i>a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-21 087	-20 423	Dotations aux amortissements
<i>b. sur provisions courantes</i>	-158	-138	Dotations aux provisions courantes
<i>c. sur provisions non courantes</i>	213	68	Autres produits et charges opérationnels non courants
<i>d. sur écarts d'acquisition</i>	-9 321	-9 142	Dépréciation des écarts d'acquisition + earn out
<i>e. sur actifs incorporels alloués</i>	-2 985	-2 985	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
<i>f. sur stocks</i>	-1 530	931	Achats consommés
<i>g. sur éléments de l'actif circulant</i>	-343	133	Charges externes
8. Autres charges d'exploitation	-83 378	-72 840	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	24 084	31 156	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
9. Produits provenant de participations	-3 773	-6 074	Autres produits et charges financiers
10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	1 878	3 085	Autres produits et charges financiers
11. Autres intérêts et produits assimilés	933	1 117	Produits financiers liés au placement
12. Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	-	-	
13. Intérêts et charges assimilés	-804	-3 333	
<i>a. concernant des entreprises liées</i>	6 614	6 220	Autres produits et charges financiers
<i>b. charges financières liées à l'endettement</i>	-5 126	-4 825	Charges financières liées à l'endettement
<i>c. autres intérêts et charges</i>	-2 292	-4 727	Autres produits et charges financiers
RÉSULTAT FINANCIER	-1 767	-5 205	RÉSULTAT FINANCIER
14. Impôts sur le résultat	-12 261	-10 024	Impôts sur les bénéfices
15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	2 087	1 938	Quote-part de résultat des entreprises associées
16. Résultat après impôts sur le résultat	12 144	17 866	
17. Autres impôts	-	-	
18. Résultat de l'exercice	12 144	17 866	RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ

ACTIF

En milliers d'euros	31/12/19 Net	31/12/18 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Actif immobilisé	242 833	242 846	
I. Immobilisations incorporelles	45 311	46 281	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	1 290	928	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	13 100	12 238	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	28 941	31 872	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	1 981	1 242	
II. Écart d'acquisition	20 046	27 513	Écarts d'acquisition
III. Immobilisations corporelles	141 937	135 683	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	74 579	75 144	
2. Installations techniques et machines	42 324	44 788	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	7 151	7 287	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	17 883	8 465	
IV. Immobilisations financières	35 538	33 370	
1. Parts dans les entreprises liées	14 323	12 264	Participations dans les entreprises associées
2. Participations et titres ayant le caractère d'immobilisations	10 457	11 175	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	10 759	9 930	Actifs financiers courants et non courants
V. Impôts différés actifs	12 599	12 414	Impôts différés actifs
B. Actif circulant	403 032	386 153	
I. Stocks	166 155	144 111	Stocks
1. Matières premières et consommables	53 324	47 554	
2. Produits finis et marchandises	112 830	96 557	
II. Créances	120 578	117 842	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	100 948	97 217	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	-450	-8	Autres créances
3. Créances envers le personnel	-	-	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	20 080	20 633	Autres créances + Actif d'impôt exigible
III. Valeurs mobilières	-	-	
IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse	116 300	124 200	Trésorerie et équivalents de trésorerie
C. Comptes de régularisation	4 448	2 320	Autres créances
TOTAL DU BILAN ACTIF	662 913	643 732	



PASSIF

En milliers d'euros	31/12/19 Net	31/12/18 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Capitaux propres	321 027	310 335	
I. Capital souscrit	4 860	4 860	Capital
II. Primes d'émissions et primes assimilées	242 803	242 803	Prime
III. Réserves de réévaluations	-	-	
IV. Réserves	37 885	21 629	Autres réserves
V. Résultats reportés	-	-	
VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)	11 977	16 066	Résultat de la période
Intérêts minoritaires	23 502	24 977	Participations ne donnant pas le contrôle
B. Provisions	17 436	18 060	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	10 786	11 927	Engagements envers le personnel
2. Autres provisions	6 650	6 133	Provisions non courantes et courantes
C. Impôts différés passifs	14 213	15 453	Impôts différés passifs
D. Dettes non subordonnées	307 801	298 035	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Dettes financières envers des établissements de crédit et divers	205 241	210 013	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>49 856</i>	<i>45 284</i>	Autres passifs financiers courants
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	<i>155 386</i>	<i>164 729</i>	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	57 966	47 887	Fournisseurs
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>57 966</i>	<i>47 887</i>	
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
5. Dettes sur immobilisations	3 058	2 488	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	-399	56	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>-399</i>	<i>56</i>	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
9. Dettes fiscales et sociales	39 768	35 504	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>39 768</i>	<i>35 504</i>	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
10. Autres dettes	2 167	2 086	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>1 347</i>	<i>1 140</i>	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	<i>816</i>	<i>947</i>	Autres dettes non courantes
E. Comptes de régularisation	2 436	1 849	
TOTAL DU BILAN PASSIF	662 913	643 732	



Rapport du réviseur d'entreprises agrées



Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Aux actionnaires de
Edify S.A.
6, Boulevard d'Avranches
L-1160 Luxembourg

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Edify S.A. (la « Société ») comprenant le bilan au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que,

individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Jeannot Weyer

Luxembourg, le 4 juin 2020



Edify juin 2020

Réalisation: Explorations 

Photos:
P.2 et P.3 - Philippe Lévy



EDIFY S.A.
Société anonyme

Siège Social
6, Boulevard d'Avranches
1160 Luxembourg
Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 190 500
Tél. : +352 24 83 16 20

Succursale du Grand-Saconnex
29, route de l'Aéroport
CP 230
1215 Genève 15
Suisse
Tél. : +41 22 710 05 27

www.edify-investmentpartner.com
contact@edify-investmentpartner.com